

Créé en avril 1982

FONDATEURS:

Mihran Amtablian
Kévork Képénékian
Jules Mardirossian
Vahé Muradian

EDITION FRANCE ARMÉNIE:

17 Place de la Ferrandière
69003 - Lyon

Tél: 04 72 33 24 77

Fax: 04 72 34 59 05

Courriel: contact@france-arménie.fr

Site web: www.france-arménie.fr

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION:

Mariette Gharapetian

COLLABORATEURS de ce NUMÉRO:

Arminé Adjajian
Zmrouthe Abozian
J. Avakian/CDCA
Alexandre Malek Azarian
Ara Babanian
Astrid Börner
Annick Boyadjian
Sarah Caunes
Bérénice Delaye Abozian
Krikor Djirdjirian
Maryse Equy
Jean-Claude Fraïcher
Brigitte Kirkorian-Garcia
Méliné Ghaziguian
Florence Gopikian Yérémián
Sylvie Hanédanian
Jean-Jacques Karagueuzian
Kéram Kévonian
Mariam Khatlamajyan
Mélinée Le Priol
Thomas Lieutaud
Anna Mailian
Françoise Manoukian
Miran Manukyan/Agos
Edouard Mardirossian
Jules Mardirossian
Anne-Marie Mouradian
Serge Obozian
Rachel Partanian/Agos
Roupen Parunakian
Edouard Pehlivanian
Christophe Petit-Tesson
Norbert Saradjian
Anna Spano-Kirkorian
Krikor Tavitian
Anahide Ter Minassian
Aram Ter Minassian
Vahé Ter Minassian
Hélène Terzian
Marie-Anne Thil
Thomasian/Ugab
Patrick de Torcy
Sarkis Torossian
Vahé Toumanian
Tigrane Yégavian

**SECRÉTAIRE DE RÉDACTION
INFOGRAPHISTE:**

Véronique Sanchez-Chakérián

CONCEPTION GRAPHIQUE:

Christine Kirkorian

RESPONSABLES RÉGIONAUX:

Paris: Varoujan Mardikian

Lyon: Zmrouthe Abozian

PUBLICITÉ:

Christine Kirkorian
06 15 98 29 03

christine@france-arménie.fr

ABONNEMENTS:

04 72 33 24 77

IMPRIMERIE:

BRAILLY - Saint Genis Laval
Commission Paritaire des Publications
et Agences de presse
N° CPPAP 0318 G 87300

Reproduction interdite de tout article, photo ou document sans l'accord de l'administration du journal. La rédaction n'est pas responsable des documents qui lui sont adressés spontanément.

ÉDITO

PAR CHARLES PAPAŽIAN

Le Déni, ça suffit !

Plus de 100 000 manifestants à Los Angeles, 20 000 à Paris, des milliers à Lyon, Marseille, Moscou, à Istanbul et partout dans le monde dans de nombreuses villes toutes impossibles à citer, des hommes, des femmes, des enfants, se sont réunis avec la même volonté, la même unité, pour témoigner et réclamer justice et réparations pour le peuple arménien. Une manifestation exceptionnelle était organisée à Erevan avec des représentants de nombreux Etats et la présence du président François Hollande dont le discours fort et sans ambiguïté a appelé la Turquie à reconnaître le Génocide arménien, ouvrir ses frontières avec l'Arménie et contribuer à maintenir la paix au Karabagh. La France dont le soutien sans faille à la reconnaissance du Génocide par la Turquie s'est également manifesté à Paris avec la présence conjointe du Premier ministre Manuel Valls, de la maire de la capitale, Anne Hidalgo et de nombreux élus, le 24 Avril devant la statue de Komitas.

Le cynisme des dirigeants turcs

Le 24 Avril 1915, date fatidique, marqueur ineffaçable du déclenchement de l'horreur, où à Constantinople, sur ordre du ministre de l'Intérieur, Talaat Pacha, fut exécutée la rafle de plusieurs centaines d'intellectuels arméniens, suivie quelques jours plus tard par plus de 2 000 autres notables, intellectuels, arrêtés, torturés, exécutés. Le Génocide était en marche.

Comment est-il possible de déporter, éliminer en moins de deux ans les deux tiers des Arméniens et tuer dans des conditions innommables l'ensemble d'une population sélectionnée en raison de ses origines, sans piloter et coordonner ce sinistre projet au plus haut niveau hiérarchique de l'Etat ?

La voix de la société civile turque

C'est en Turquie même que le mouvement de liberté doit s'amplifier pour lui permettre de construire elle-même un avenir de paix en assumant son passé, débarrassée de cent années de mensonge d'Etat. Les Turcs ont droit à la vérité et à la dignité. Les voix de ses intellectuels, des historiens, des journalistes, des citoyens, se font régulièrement entendre pour réveiller les consciences et rappeler au peuple

turc les pages noires de son histoire. Certes, le pouvoir fait tout pour limiter, canaliser, minimiser l'émergence de ces mouvements de plus en plus nombreux mais le Génocide est ouvertement mentionné dans la presse et dans la littérature turques et vient d'être commémoré dans de nombreuses villes de Turquie dont Istanbul, Izmir, Diyarbakir.

La crispation de la Turquie

Le mouvement de reconnaissance continue également dans le monde avec notamment la force de l'engagement du pape François, le 12 avril 2015, pour la reconnaissance du Génocide des Arméniens et pour la première fois le 21 avril, la prise de position de l'Allemagne, alliée objective des Ottomans pendant la Première Guerre mondiale, qui évoque explicitement le terme de « génocide » par la voix de son président Joachim Gauck. Le Parlement de l'Union européenne a appelé le 15 avril la Turquie à reconnaître le Génocide rappelant une prise de position déjà affirmée le 18 juin 1987. A la longue liste des nombreux pays ayant déjà reconnu se sont ajoutés l'Autriche et la Bulgarie. Même si l'Amérique, par la voix de son président Barack Obama, n'a pas encore voulu prononcer ce mot pour « *préserver son allié turc* », les nations sont de plus en plus nombreuses à demander ouvertement aux dirigeants turcs de regarder la vérité en face.

Force est de reconnaître qu'avec ses nouvelles « *condoléances* » aux Arméniens et la commémoration de l'anniversaire de la bataille de Gallipoli le 24 avril 2015, le président turc Erdogan est encore crispé sur des positions aux antipodes de ce que le monde entier attend. Le Génocide des Arméniens est un crime contre l'humanité et le négationnisme érigé en communication d'Etat, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Turquie, n'empêchera pas la vérité de s'imposer tôt ou tard. Reconnaître le Génocide des Arméniens et en assumer les conséquences, c'est le geste que le monde entier attend d'une grande nation. Les Arméniens ne sont plus seuls à réclamer justice et réparations. Ce centenaire a marqué le début de ce nouveau combat pour l'ensemble du peuple arménien unitaire et mobilisé vers cet objectif.